Extrait du Revue du Mauss permanente

<http://www.journaldumauss.net>

On ne cherche que ce que l'on a trouvé : grandeur pascalienne des sciences sociales

- Supplément du MAUSS - Articles -
Date de mise en ligne : jeudi 26 novembre 2009

Description :

On apprend systématiquement aux étudiants en sciences sociales qu'ils doivent se garder de tout jugement de valeur. Est-ce possible ? Est-ce bien raisonnable ? L'asepsie axiologique n'est-elle pas la voie la plus sûre vers l'insignifiance théorique ? Cet article rouvre la discussion. Rappel : sur ce débat on peut aussi se reporter, dans l'histoire du MAUSS, au n 4 de *La Revue du MAUSS trimestrielle*, 1989, 'L'impossible objectivité ? Vérité et normativité dans les sciences sociales', avec notamment l'article de A. Gouldner et la polémique entre Michel Freitag et Louis Quéré. Cf. aussi le débat entre Daniel Céfai et Alain Caillé dans le n4 de *La Revue du MAUSS semestrielle* (1994). Et, également, Alain Caillé, *La démission des clercs* (La découverte, 1993), et Sylvain Dzimir, *Mauss savant et politique*, La Découverte, 2007.

Revue du Mauss permanente

Des infortunes de la neutralité axiologique

La science moderne s'érige sur une coupure entre science et morale, objectivité et subjectivité, descriptivité et normativité. Il y aurait d'un côté la vérité, domaine de la raison, et de l'autre les valeurs, sièges des émotions. La première relèverait de la science, les secondes de la Cité. Toute posture intellectuelle qui s'autoriserait de la première pour intervenir dans la seconde serait illégitime.

Il n'échappera à personne que les scientifiques peuvent bien être des individus de chair et de passions. Cependant, ils sont priés de les laisser dans les vestiaires de leur laboratoire. On est censé se dépouiller de son Moi comme d'une défroque. Rien ne l'illustre mieux que l'aimable et dangereuse fiction du « Nous » des articles et ouvrages scientifiques pourtant rédigés par une seule personne. Le « Je » est coupable par cela seul qu'il ne fait pas disparaître l'individu. L'idéal de la science : des anges, sans épaisseur ni passion, qui parlent aux anges. L'individu est celui qui vient brouiller l'intelligibilité avec ses émotions et ses valeurs.

L'hypothèse que je voudrais défendre prend le contre-pied de cette vulgate, sans verser pour autant dans les facilités de la déconstruction post-moderne. Je crois, au contraire, que ce sont les valeurs qui poussent à faire Suivre de science et qu'elles interviennent à chaque étape d'une démonstration. L'objectivité n'est qu'un mot. Science et conscience participent d'une même volonté, celle de saisir le monde. La ruine de l'âme, c'est d'oublier leur origine commune. Pour autant, nous ne sommes pas voués à l'obscurité ; des vérités peuvent toujours être établies, mais pas de la manière que l'on tend à croire habituellement.

Les jeux d'étymologie sont plus que des jeux gratuits de l'esprit. Ils invitent à débusquer le sens des mots en dévoilant l'origine. En grec ancien, le *logos* désigne le discours. Aussi n'y aurait-il de logique que discursive. Raisonner, c'est poursuivre, en son for intérieur, un dialogue avec nous-même ou avec d'autres que nous. Rien ne le manifeste mieux que la lecture des *Suvres* de Jacques Bouveresse, qui est à la philosophie ce que Watteau est à la peinture : un petit toucheur. Prudente, réservée, sa pensée progresse à pas lents et mesurés. Par succession de petites touches, il parvient à broser un tableau qui nous procure des sensations saisissantes. Dans son obstination à se retrancher derrière les analyses d'auteurs consacrés, il peut donner l'impression de n'avoir pas ou peu de raisonnement propre. C'est en fait tout l'inverse ; en procédant de la sorte, il lève un pan du voile sur ce qui constitue la pensée : le dialogue avec ses semblables, que ce dialogue ait lieu réellement ou, *via* un livre, à l'intérieur de notre tête. L'accumulation frustrante de citations et d'exégèses (« la position de Musil », « selon Nietzsche », « aux yeux de Valéry », « Russell n'a aucun doute »&) qui caractérise un ouvrage de Jacques Bouveresse et qui donne parfois envie de respirer brutalement l'air des hautes cimes spéculatives en criant De l'ambition ! De l'ambition ! doit être perçu comme une preuve de profonde honnêteté. Là où d'autres s'ingénient à ne pas reconnaître leurs dettes, comme si leur pensée tombait du ciel telle la foudre, l'humble pensionnaire du Collège de France nous dit quelque chose d'essentiel par l'exemple même de son écriture. Au contraire de la foi, la vérité n'est pas révélée ; elle n'est jamais que le produit chancelant, ingrat et instable, de la confrontation d'arguments. De là, certainement, que l'erreur, l'illusion, sont nettement plus séduisantes que la vérité et suscitent plus facilement l'adhésion. On peut y voir l'*Suvre*, pas seulement de l'attrait de la paresse intellectuelle mais aussi d'un besoin de croire inhérent à l'être humain, comme le soulignait Russell et, à sa suite, Bouveresse.

L'activité de penser peut se décomposer en la mise en question (autrement dit : le doute) et en l'acceptation. Cette dernière intervient lorsque la première montre ses limites mais également à tout instant, à l'appui de celle-ci. La pensée n'est pas semblable à la génération spontanée des insectes chez Aristote : le doute ne surgit pas du néant. On ne doute qu'à partir d'un noyau minimal d'axiomes et d'hypothèses. De même, accepter une proposition, être convaincu par elle, renvoie nécessairement à d'autres propositions et raisonnements, ce que l'on appelle la faculté d'abstraction. Il y a, dans toute phrase, plus que la phrase elle-même. Ainsi, par exemple, quand Bouveresse écrit, à propos d'une remarque de Musil sur les écrivains qui nient les faits : « Appliquée à la période actuelle, c'est une description qui constitue probablement moins que jamais une exagération. » [1] Il n'invoque pas le moindre argument pour soutenir pareille allégation. Pourtant, elle rencontre un écho en nous et emporte la conviction. Les noms de BHL et Alain Minc viennent à l'esprit sans effort, de même que nombre d'autres essayistes médiatiques. De surcroît, quand il affirme que « la connaissance et l'aspiration à la vérité n'en sont pas moins devenues, elles aussi, un besoin » [2], on ne peut s'empêcher d'y croire, quoique aucun argument ne vienne le démontrer dans l'ouvrage. C'est que,

en fait, tout raisonnement renvoie moins à la réalité constatable qu'à d'autres raisonnements. La pensée rigoureuse, scientifique, a, du coup, souvent des allures de pensée magique, comme le notait avec malice George Orwell en citant Bernard Shaw : « nous sommes aujourd'hui plus crédules et superstitieux que nous ne l'étions au Moyen-Âge, et il donne en exemple de la crédulité moderne la croyance largement répandue selon laquelle la Terre est ronde. L'homme ordinaire ne peut, selon Shaw, avancer un seul argument en faveur de la rotondité de la Terre. » [3] Pourtant, cela ne l'empêche en rien d'y croire fermement. Cet exemple simple nous montre que toute avancée de la science se sédimente tôt ou tard en croyance indiscutée et entraîne, par là, ce que Coleridge appelait, pour les Suvres de fiction, « la suspension de l'incrédulité ».

Celui qui fait Suvre de science cherche à se rendre au plus près de la vérité. Le trajet semble interminable et au-dessus de ses forces propres. D'où le secours qu'il doit dénicher auprès de ceux qui, avant et comme lui, ont désiré arpenter ce chemin. « Nous sommes des nains juchés sur des épaules de géant » affirmait magnifiquement Bernard de Chartres : nous pouvons, dans notre périple, nous reposer sur les acquis, les découvertes de ceux qui nous ont précédés et nous dispensent de parcourir en entier les voies déjà explorées. Les raccourcis de la science constituent ce que Kuhn appelait un « paradigme » [4] et Foucault une « épistémè » [5]. À tout moment, ils peuvent déboucher sur une impasse ou dans une mauvaise direction, nous laissant plus loin de la vérité que nous ne l'étions au départ. Tout est alors à reprendre de zéro, ou presque, dans la recherche de nouveaux raccourcis. À l'intérieur d'un même paradigme, de nombreux embranchements existent, censés nous mener plus rapidement à notre but, lesquels souffrent aussi de fragilité, quoiqu'on les emprunte fréquemment.

Pour les sciences dites « exactes », l'établissement de la vérité ne présente pas de difficulté insurmontable. Elle repose sur ce que Karl Popper appelait la « falsifiabilité ». Pour les sciences « humaines », en revanche, la situation est tout autre.

Ma démarche consistera à démontrer, autant que possible, combien la valeur de certaines Suvres de penseurs aujourd'hui célébrés dans les cercles académiques doit à leurs valeurs ; ou, pour adopter une formulation moins polémique, combien leurs analyses, reconnues, ne sont pas exemptes de la tâche de la morale.

Neutralité axiologique ou non-imposition de valeurs ?

« La vocation de la science est inconditionnellement la vérité » avertissait Raymond Aron [6]. Pourtant, le type de faits que l'on cherche à dégager, l'espèce d'analyses que l'on entend mener dans un domaine comme celui des sciences sociales ne sont pas de même nature que dans celui de leurs cousines dites « exactes ». Le terme a valeur d'aveu : les vérités des unes n'ont pas la solidité des régularités des autres. Une équation est ou vraie ou fautive ; une loi sociologique ou économique est plus ou moins vérifiée. La vérité de la première se mesure avec précision, celle de la seconde se pèse avec approximation. D'un côté, on peut répéter les expériences à l'infini afin de repérer les influences des différentes variables ; de l'autre, les expériences n'ont lieu qu'une fois dans un monde fini. D'un côté, la connaissance peut n'être visée que pour elle-même, de l'autre, elle a plus partie liée avec l'action : le fait de connaître les causes du chômage ou de la délinquance porte en lui la possibilité de les modifier.

Le verdict de la vulgate webérienne est sans appel : il ne faudrait pas mêler science et engagement. Julien Freund, premier traducteur du grand sociologue, baptisa cette injonction du doux nom de « neutralité axiologique » [7]. Faire Suvre de science serait faire Suvre d'orpailleur : il s'agirait d'extraire la vérité de la gangue des jugements de valeur. Le savant doit se séparer du militant. Le laboratoire est hors la cité.

« Que Weber ait hésité toute sa vie entre une carrière politique et une carrière scientifique, qu'il ait été un des universitaires allemands les plus prompts à exposer ses positions politiques dans des journaux [8], qu'il ait participé à la fondation d'un parti (le DDP, le « parti démocratique allemand », en novembre 1918) et à la genèse d'une constitution (celle de la République de Weimar), que ses écrits politiques soient réunis, depuis 1921, dans un volume de 586 pages ne change rien à l'affaire : vu de France, il fut un chantre de la neutralité », ironise Isabelle Kalinowski, avant de poursuivre : « Cette catégorie tenace rencontra en France un écho d'autant plus grand qu'elle put fonctionner implicitement comme l'antithèse d'une représentation typiquement française, celle de l'"intellectuel" comme "intellectuel engagé". » [8]

Comme le fait remarquer justement Isabelle Kalinowski, la notion de « neutralité axiologique », largement apocryphe, résulte d'un choix de traduction qui est tout sauf neutre. [9] Quand Max Weber introduit le terme de *Wertfreiheit*, sa

réflexion se heurte à deux difficultés : celle de l'enseignement du savoir, celle du rapport de la science à l'action, donc aux jugements de valeur. Il s'en prend à ceux qui, détournant l'autorité de leur position académique, transforment leur chaire en tribune. « Le véritable professeur se gardera bien d'imposer à son auditoire, du haut de sa chaire, une quelconque prise de position, que ce soit ouvertement ou par suggestion car la manière la plus déloyale est évidemment celle qui consiste à "laisser parler les faits". » [10] Weber en fait une question de probité intellectuelle. C'est donc moins une posture scientifique qu'il adopte qu'un point de vue moral. De par leur statut, les étudiants sont mis en situation d'infériorité, non seulement dans l'organisation proprement dite du cours, où la vérité tombe de la bouche du professeur dans les oreilles de ses ouailles, mais dans celle des examens, qui fait dépendre leur carrière ultérieure de son bon vouloir. La *Wertfreiheit* est d'abord un idéal pédagogique, celui de la non-imposition de valeurs. Il n'est en rien une objurcation à garder les mains propres et l'esprit net de toute préoccupation politique. « Il est dit au prophète comme au démagogue : "Sors, va dans les rues et parle en public." C'est-à-dire là où la critique est possible. Dans l'amphithéâtre, on fait face à ses auditeurs, mais ceux-ci doivent se taire et c'est au professeur de parler. » [11] Max Weber ne défend au savant de prendre position que dans un espace où ne règne pas l'égalité. Dans la Cité, lieu du débat et de la controverse, il est tout à fait fondé à intervenir, quoiqu'il ne puisse pas démontrer la supériorité d'un système de valeurs sur un autre.

La question fondamentale reste entière. Dans les sciences sociales, l'objectivité est-elle autre chose qu'un vœu pieu ? Toute analyse n'entremêle-t-elle pas, nécessairement, des éléments fondés et des jugements de valeur ? « Ne se moquerait-on pas d'un individu qui, prétendant écrire une sociologie de l'art, aurait accouché d'une sociologie de la camelote ? » [12] Est-il possible de séparer les faits bruts de leur interprétation ?

« Sans doute peut-on soutenir, en rigueur philosophique, qu'il n'y a pas de fait historique qui ne soit construit et ne comporte, par conséquent, sélection et interprétation. Dans la pratique, les distinctions gardent leur portée. Il est vrai ou il est faux que Trotski a pris une part considérable à l'organisation de l'Armée rouge, il est vrai ou il est faux que Zinoviev ou Boukharine ont comploté l'assassinat de Staline ». [13]

L'objection est trop habile pour être honnête. À supposer qu'il soit seulement possible d'établir la réalité des événements (on dispose d'une grande masse de témoignages écrits, oraux, visuels, susceptibles d'être recoupés) et de trancher dans le vif du vrai et du faux, pareil savoir serait inutile et vain. En eux-mêmes, les faits ne sont pas dotés de sens. C'est justement le rôle de la science que de le faire surgir. Dresser une liste d'événements qui se suivent n'intéresse personne. Ce qui importe, c'est de les comprendre, d'en saisir les linéaments. Or, « l'intelligibilité de l'explication suppose l'interprétation des actes » [14]. Cette intelligibilité nécessite de pénétrer l'opacité des décisions humaines. Le drame est que personne, même le plus avisé et le plus perspicace des penseurs, ne peut entrer dans la tête de quiconque, pas même la sienne. De ce qu'elles ont pour objet l'humain, les sciences sociales semblent condamnées à suivre les errances désordonnées de sa psyché sans pouvoir être en mesure de dessiner des frontières immuables sur la carte de la connaissance. Elles sont historiques en ce que la multiplicité des phénomènes étudiés et la complexité de leurs interactions interdisent de les reproduire en laboratoire. « Évaluation et description s'entrelacent » nécessairement « et dépendent l'une de l'autre » [15]. Les sciences sociales font appel à ce que Hilary Putnam nomme des « concepts éthiques épais » [16], justiciables à la fois d'usages descriptifs et d'usages normatifs. Arguer, par exemple, d'un souverain qu'il est cruel renferme à la fois des actes et leur interprétation. Une succession de faits ne devient « cruauté » que si on la rapporte non seulement à une intention de leur auteur (si tant est que l'on puisse lui imputer quelque chose comme « un auteur ») mais aussi à d'autres notions (telles que « souffrance », « conscience de la souffrance causée »&) toutes moralement connotées. Retenir le terme de « cruauté » de préférence à « dureté » ou même « courage » pour qualifier les mêmes actes n'est évidemment pas neutre.

Un espace non poppérien

Les sciences sociales se meuvent dans ce que Jean-Claude Passeron nomme un « espace non poppérien du raisonnement » [17]. Modèles et analyses y sont élaborés de manière contingente et contextuelle quoique leur validité prétende à une certaine universalité. Leur laboratoire est l'histoire, sous les traits du passé (éclaircissent-ils les événements révolus ?) ou de l'avenir (permettent-ils de prédire l'avenir ?). À ce propos, on peut rappeler que le chef

de file de la contre-révolution monétariste, Milton Friedman, tenait le pouvoir prédictif d'un modèle pour plus important que la véracité apparente de ses hypothèses sous-jacentes. Pour autant, et cet exemple illustre à merveille, les sciences sociales, au premier rang desquelles l'économie, ne pouvant se résoudre à n'établir que des vérités fragiles et chancelantes, ont plus souvent qu'à leur tour cédé à une « tentation poppérienne ». De là ce que Giorgio Israël a appelé la « mathématisation du réel » [18], qui consiste à fonder en majesté mathématique ces sciences humaines, trop humaines. Au prix d'un autisme certain, dont l'orthodoxie libérale n'est pas prête de sortir. L'ensemble de l'édifice théorique néoclassique [19] repose sur le sable mou des modèles d'équilibre général walrasiens, dont les apories ont été maintes fois démontrées. Pourtant, cela ne dissuade en rien les tenants de l'orthodoxie à rajouter béton et mortier, pièces et dépendances, quand même l'ensemble resterait branlant, car la discipline souffrira toujours d'un complexe d'infériorité. Les sciences « exactes » constituent le surmoi de leurs consœurs « humaines ». Ces dernières sont coupables par cela seul qu'elles existent. Au lieu de prendre acte de leur incomplétude, elles vivent dans le déni de la castration. Leurs pratiques s'éloignent nécessairement de ce que leur souffle leur censeur moral et génèrent par là angoisse et refoulement. D'où la tentation poppérienne dont elles ont en permanence à souffrir, en particulier l'économie et la sociologie.

« Ce n'est pas dire que la méthodologie des sciences sociales puisse ou doive être étrangère aux méthodes des sciences expérimentales ou formelles. On y rencontre, assurément, des démarches hypothético-déductives (statistiques, mathématiques ou formalisées) qu'on peut même considérer comme des moments forts du travail argumentatif dans nos disciplines. Mais les raisonnements appuyés sur ces méthodes n'introduisent dans les sciences historiques que des preuves conditionnelles, partielles et momentanées. L'apport démonstratif qu'elles autorisent reste tributaire d'un raisonnement interprétatif d'ensemble. » [20]

À ces difficultés théoriques s'ajoutent torsions et distorsions pratiques. Cette vision scolastique de la science [21] dont je viens de donner un aperçu coïncide avec une vision irénique. Quoique maintes fois démontée, elle n'en reste pas moins prégnante. Pour reprendre un vocable psychanalytique, on pourrait affirmer qu'elle constitue le surmoi du champ scientifique, c'est-à-dire son instance morale, quand une dynamique indissociablement soif de savoir et volonté de puissance représente le ça, instance des pulsions. Bien sûr, le quotidien est fait de résultats non conformes passés sous silence et son pendant, les conclusions hardies tirées de phénomènes équivoques, de stratégies rhétoriques, de vols d'idées dont on s'attribue le mérite et de concurrence féroce. Mais on ne comprendrait pas plus la science si on la présentait comme un univers impitoyable de Machiavels en blouses blanches, ce qu'elle est pour une part, que si on ratifiait tout uniment la vision scolastique, où une communauté de savants unis par un même idéal échangent ouvertement leurs idées, ce qu'elle est aussi. La théorie la mieux à même d'éviter ces deux écueils est celle des champs bourdieusiens, à la fois champs de force et champs de luttes pour transformer ces rapports de force. Le champ scientifique est tout sauf homogène ; le type de ressources qui y signe le succès est distribué inégalement. Cette inégale répartition du capital symbolique commande les rapports de recherche qui sont en même temps des rapports de force. On ne rédige pas un article sans avoir à l'esprit, consciemment ou non, la réaction ou la position de certains collègues. Raisonner, je l'ai déjà souligné, c'est, au moins implicitement, engager une discussion avec les autres. « [Les dominants] détiennent des avantages décisifs dans la compétition, entre autres raisons parce qu'ils constituent un point de référence obligé pour leurs concurrents qui, quoi qu'ils fassent ou qu'ils veuillent, sont sommés de prendre position par rapport à eux, activement ou passivement. Les menaces que les challengers font peser sur eux les obligent à une vigilance constante et ils ne peuvent maintenir leur position que par une innovation permanente. » [22]

L'entreprise scientifique n'est pas une entreprise héroïque et solitaire de pure confrontation aux faits. La consécration y est circulaire : un bon chercheur est celui qui est loué par les bons chercheurs. Bien entendu, un champ est plus ou moins poreux, il cède plus ou moins aux sollicitations extérieures dont il est l'objet. Pierre Bourdieu parlait d'une tension entre l'autonomie et l'hétéronomie. La spécificité de la science, c'est que les acteurs qui y sont engagés ont intérêt au désintéressement (plus leur travail est accompli, moins il prête le flanc à la critique et plus il est susceptible d'être repris par les confrères), et cela en dehors de toute sanction administrative. Cependant, il doit faire face à la demande sociale dont il est l'objet. De même, « C'est moins la force intrinsèque de l'idée vraie qui emporte la conviction que la force sociale du vérificateur. » [23] Des analyses analogues, développées en même temps ou antérieurement par un savant obscur peuvent susciter l'indifférence ou ne rencontrer qu'un accueil mitigé et restreint tant qu'ils ne sont pas repris par une autorité indiscutable. Ainsi de Richard Kahn et de Michal Kalecki, véritables « découvreurs », pour le premier, du principe du multiplicateur d'investissement, pour le second, de celui de demande effective. [24] Keynes reconnaîtra ses dettes à l'égard du

premier. [25] Rien n'y fera : on continuera de parler du multiplicateur keynésien. Quant au second, il demeure encore à ce jour un auteur confidentiel, en dépit de la fécondité de ses approches.

Avec cette idée de « force sociale » des scientifiques et les stratégies qu'elle appelle, on touche du doigt la nature de l'interprétation qui a cours dans les champs des sciences sociales. Les habitus bourdieusiens fonctionnent comme « schèmes générateurs de classements et de pratiques classables », à la fois principes de vision et d'action. Ceux-ci ne sont pas purement autonomes, c'est-à-dire dépendant des seules normes spécifiques du champ, mais dérivent également de préceptes « généraux », hétéronomes.

L'interprétation est l'entrebâillement par où s'infiltrent les valeurs du chercheur. La politique étant l'autre nom de l'action collective et les valeurs, ou la morale, c'est tout un, étant ce qui oriente l'action [26], on voit bien que, dans mon hypothèse, politiques et connaissances ne peuvent être aisément dissociées. Mais, loin d'y voir un drame ou un danger pour l'intégrité de la vérité, j'y vois un même mouvement vers celle-ci. Car ces règles de l'action, que j'ai appelées « valeurs », entretiennent un rapport étroit avec la vérité. Si notre perception n'est pas ajustée au monde, on se floue sans cesse soi-même. Les préceptes moraux deviennent inutiles. La question nietzschéenne de la valeur de la vérité trouve une réponse simple : agir sans vouloir la vérité revient à s'exposer à tous les vents contraires et à se jeter dans toutes les chausse-trappes.

Les valeurs fonctionnent comme raccourcis de sens, repos de la pensée. Est-il possible à l'esprit d'être sans cesse en mouvement ? Non, car il faut agir, et agir, c'est suspendre la délibération, donc la réflexion. Quand bien même une vie d'ascèse, absorbée par les seules exigences de la pensée, serait à notre portée, la complexité du monde ne garantirait aucun résultat ferme et définitif. Les nécessités de l'action condamnent donc aux raccourcis. Puisque le monde dans lequel nous évoluons n'est pas immédiatement doté de sens, qu'il n'est pas instantanément accessible à notre entendement, nous mettons en Suvre, dans nos pratiques, un certain nombre de préceptes. La morale est un guide pour l'action. Elle est la réponse à la lancinante question : « Comment vivre ? » Mais elle est plus que ça. Car il n'est pas d'action sans observation et d'observation sans jugement. Or, émettre un jugement aux bases incontestables demanderait un temps considérable, bien plus considérable en tout cas que celui qui nous est alloué. Alors, puisqu'il nous faut agir, nous biaisons. Ce biais porte plusieurs noms : valeurs, morale. Pour autant, il relève bien d'un souci de compréhension du monde, une compréhension ajustée aux exigences de l'action. La science vise à instaurer un univers à part : comme le moine en son monastère, le scientifique est seul en son laboratoire. Non pas seul au sens de solitaire, car il s'inscrit à l'intérieur d'une communauté, mais seul au sens de hors du monde, coupé des règles qui gouvernent le reste de la société.

Les valeurs, la morale (peu importe le nom qu'on leur donne) agissent également comme l'idéologie au sens d'Althusser : elles fournissent une grille de lecture prête à l'emploi, où les réponses précèdent les questions. Là où la pensée fatigue, elles se fossilisent en dogmes.

Ce que je voudrais maintenant montrer, tout en gardant conscience des limites de l'exercice, c'est combien l'Suvre d'auteurs qui se revendiquent du positivisme ou de la coupure entre science et jugements de valeurs est loin de respecter la neutralité axiologique. Aussi sérieuse soit-elle, les raccourcis de la morale s'y mêlent aux raccourcis de la science. Mon hypothèse concerne aussi bien la production que la réception d'une Suvre scientifique. Bien sûr, l'angle d'approche est nécessairement partiel et partial, vu qu'il n'est pas possible d'embrasser l'ensemble de la création. Je me concentrerai sur certains auteurs, que j'estime, sans pouvoir le prouver de manière irréfutable, représentatifs. Dégager les présupposés sur lesquels reposent leur argumentation, voilà l'objectif. Comme le souligne à juste titre Alain Caillé : « Il n'est pas en la matière de preuve possible par induction et par accumulation des exemples. Aussi bien, il n'y a guère de raison de ne pas inverser la charge de la preuve. Et je me contente donc d'attendre qu'on me cite des exemples d'étude empirique significative, de conceptualisation d'importance ou d'épistémologie digne de considération qui se déploient effectivement à l'écart de jugements de valeurs explicites ou implicites. »

Le positivisme juridique, ou la tentation de faire science

Le droit définit les règles de la vie en société. Il dérive des valeurs que la collectivité se donne. Par là, il est subjectif. Seulement, il n'est pas difficile de comprendre que la précision et l'exactitude doivent être au nombre de ses qualités

premières. Plus il est flou et incohérent, plus il est ouvert à l'arbitraire. D'où la tentation de faire science. En première approximation, on pourrait voir en lui la science du normatif (ce qui doit être) quand la science politique serait celle du descriptif (ce qui est). Seulement, il est évident que le premier n'est pas sans influencer sur le second, si bien qu'il peut paraître superflu de dissocier ces deux aspects. Le droit n'est pas qu'un ensemble d'injonctions, il est également une réalité concrète, palpable. Il définit des rôles (celui de juge, d'électeur, d'époux, de contribuable, etc.) et des normes (consistant en interdictions, obligations et facultés) par rapport auxquelles tout un chacun se situe. Issu des valeurs qu'une société se donne, il présente un aspect éminemment subjectif. Pourtant, tout un courant de pensée entend fonder une vérité à partir de lui, sans émettre de jugement de valeurs sur les valeurs dont il est l'incarnation. On aura reconnu le positivisme.

Un de ses représentants les plus influents au cours des dernières décennies, dont le manuel a bercé des générations d'étudiants et a connu 22 éditions entre 1969 et 2003, Pierre Pactet, évoque le droit positif comme un ordre clos et irréfutable. À la suite de Kelsen et de ses épigones, il décèle une hiérarchie des normes, les unes découlant des autres en une cascade juridique allant du plus général, la constitution, au plus particulier, la jurisprudence de l'ordre judiciaire ou administratif. Son propos est des plus tranchés : « Le droit positif s'entend [&] de l'ensemble des normes en vigueur. [&] La légalité constitutionnelle est une notion juridique précise qui ne donne lieu à aucune équivoque » [27]. Le droit est donc un, et la compétence juridique n'est qu'exégèse. Le texte fondateur de la hiérarchie des normes n'est entaché d'aucune ambiguïté ni contradiction. Les droits de l'homme, ou toute autre considération de légitimité, sont rejetés dans le domaine de la « métaphysique ».

Seulement, le positivisme est une ascèse. De temps à autre, notre auteur éprouve comme des remords à se percher ainsi en surplomb de la morale. S'il se plaçait toujours du seul côté de la vérité des assertions, pourquoi concéderait-il que le fait d'avoir à subir des « règles oppressives, voire iniques » régulièrement formées présente « une difficulté dont il est sans doute vain de chercher la solution sur un plan théorique » [28]. Cette difficulté ne peut être que morale puisque un scientifique ne s'intéresse qu'à la légalité. Pactet va plus loin lorsqu'il précise : « Par rapport à cette certitude, la légitimité, notion difficilement saisissable, ne présente guère d'intérêt pratique, si ce n'est vis-à-vis des régimes fondés sur la violence manifeste, qui sont certainement illégitimes, pour justifier moralement et politiquement le droit du peuple à résister à l'oppression. » [29] La « violence manifeste » : n'est-ce pas un concept à l'état gazeux, susceptible de conflits interprétatifs ? Où est la science, là dedans ? Que dire, au surplus, de la référence à l'illégitimité, sinon qu'elle vient en contradiction de tout le raisonnement tenu jusqu'alors ? Ce n'est pas la moindre des inconséquences de cette théorie de ne pouvoir s'appliquer en toute circonstance. Tout positiviste qu'on soit, il est en fait impossible de s'abstenir de jugements de valeur. Et ce, pour une raison bien simple : la politique est volonté de faire coïncider légalité et légitimité. À se faire l'avocat du scrupuleux respect de la légalité, on risque de circonvenir les entreprises de changement, on favorise l'ordre établi. De là à penser que l'on est positiviste parce que l'on est conservateur &

Les positivistes font preuve de manque de rigueur. Ils oublient l'instant fondateur. Une constitution est toujours, à un moment ou à un autre, fondée. Elle ne tombe pas du ciel. Si toute norme découle d'une autre qui lui est supérieure, nous avons affaire à une régression infinie. Pour sortir de cette aporie, Kelsen soutient que la norme première, au sommet de l'édifice, ne peut pas être posée mais qu'elle doit être supposée. Artifice rhétorique qui ne trompe que ceux qui veulent bien se laisser abuser. Si tout vient d'une supposition, à quoi bon être très précis dans le flou ? Cette norme première ne peut être que la norme légitime, celle qui fait du peuple le pouvoir constituant. Car si le droit est une science, il lui faut expliquer pourquoi il existe quelque chose comme l'acte de naissance d'une constitution. L'accoucheur en chef des institutions est le peuple, source ultime du pouvoir. Les valeurs irriguent toute la cascade normative. Un positiviste cohérent devrait être un fervent démocrate [30]. Le pouvoir s'exerce par et pour le peuple. D'ailleurs, une jurisprudence constante du Conseil constitutionnel voit dans le référendum « l'expression directe de la souveraineté nationale » [31] qu'il ne lui appartient pas de juger. Si problématique que soit la notion de « peuple », qu'on la voit comme agrégation de volontés individuelles ou comme une « entité » plus organique (la nation), il est clair qu'il est habité par des désirs et animé par des intentions. Un positiviste se voit obligé de croire que la constitution contient toute sa volonté. En figeant ses désirs dans une loi fondamentale, le peuple se serait ainsi donné des chaînes pour l'avenir, quitte à modifier le détail de certains agencements en respectant les procédures de révision prévues dans le texte. Pareille conception se heurte à plusieurs écueils logiques.

À l'origine de la légalité, il y a la légitimité. En toute logique, puisqu'il se situe au-dessus de la constitution, le peuple devrait pouvoir la modifier et la méconnaître à sa guise. Seulement, cette notion est une abstraction ; une foule d'individus ne devient « peuple » que s'ils se reconnaissent des intérêts ou des valeurs communs ; elle ne devient «

peuple » qu'en vertu de certaines règles préexistantes, ne serait-ce que pour organiser les élections. Quelque part, on pourrait soutenir que le processus est circulaire : il n'est pas de peuple sans constitution ni de constitution sans peuple. Mais ce serait là un effet de manche. Pour s'exercer, le pouvoir constituant n'a besoin que de règles électorales et non de l'ensemble de normes dessiné par une loi fondamentale. D'autre part, rien n'interdit de considérer ces règles en tant qu'expression provisoire de sa volonté ou affirmation spontanée de son identité. Quoiqu'il en soit, le raisonnement positiviste est d'ordre déductif ; il lui faut une norme première. Celle-ci, nous l'avons vu, est que le pouvoir appartient au peuple.

On peut aller plus loin dans la réflexion sur l'essence de la norme première. Si la multitude détient le pouvoir ce n'est pas pour le posséder comme on possède un cadre photos sur le buffet du salon mais bien pour l'exercer en vue de se libérer de ses chaînes ! La constitution peut très bien n'être que la traduction imparfaite de ses aspirations. Elle n'est que la forme de ces dernières ; son fond, c'est les droits de l'homme. Un positiviste aura beau jeu de pointer leur imprécision et leur plasticité pour les balayer d'un revers de main. Pourtant, il est peu contestable que tout être s' imagine titulaire de droits. Aussi diverses qu'en soient les conceptions, ils sont au cœur du système juridique. C'est en vue de les défendre que les individus s'associent pour fonder une constitution. Il n'y aurait pas de politique si ces droits n'étaient pas flous et fluctuants. En la réduisant au respect de la légalité, le positivisme l'évacue. En outre, il n'est pas certain que les droits réellement constatés par une constitution soient beaucoup plus fermes et précis, notamment en raison de leurs ambiguïtés et contradictions éventuels.

Parlant des droits de l'homme, Pierre Pactet souligne qu'il « a existé deux versions très différentes pluraliste et socialiste de la démocratie, ce qui est un élément de complication. Ensuite, l'identification de la légitimité avec une idéologie internationale apparaît comme une déviation [&] de la notion, qui *devrait* [32] se situer au plus près des croyances d'une communauté nationale spécifique. » En opposant de façon naïve la certitude de la légalité et l'incertitude entachant la légitimité, le positiviste fait montre d'une légèreté coupable, car de nombreux conflits existent quant à la légalité des décisions prises et l'interprétation de la règle de droit. Les deux notions ne peuvent être si facilement disjointes. La première est toujours interprétée en fonction de la seconde. Le Conseil constitutionnel est le gardien et l'interprète de la constitution. Pour autant qu'il est saisi, c'est lui qui précise le contenu de la légalité constitutionnelle, seule maîtresse des positivistes. Sa latitude d'interprétation est d'autant plus large que figure dans la constitution de la Ve République une mention aux « principes fondamentaux reconnus par les lois de la République », sans plus de détail. « Bien entendu, il va de soi qu'il ne fait, au hasard des recours dont il est saisi, qu'en constater l'existence, que la révéler au public [&] il ne crée aucun principe » [33]. Ben voyons. Cela va tellement « de soi » que Pactet se garde d'étayer son propos par le moindre argument. Il confond ainsi la volonté affichée par la vénérable institution du pavillon Montpensier avec la réalité de son action. Droits de la défense, liberté d'association, indépendance des professeurs d'université, indépendance de la juridiction administrative, respect de la vie privée, liberté de mariage & longue est la liste des principes cruciaux ainsi dégagés. Le Conseil s'est aussi attaché à extraire de la gangue du texte fondamental des « principes à valeur constitutionnelle » qui ne figurent nulle part et sont fortement sujets à caution. Ainsi, dans sa décision rendue le 16 janvier 1982, a-t-il consacré la « liberté d'entreprendre » tout en l'assortissant de quelques restrictions. On a déduit le respect de ce principe en confrontant un vague objectif à la vie en société énoncé à l'article 2 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (« la liberté ») à deux textes de lois anciens, la loi Le Chapelier, finalement abrogée en 1884, et le décret d'Allarde. Outre qu'il est pour le moins curieux de s'appuyer sur des écrits de portée infra-constitutionnelle qui sentent le formol, on ne pouvait ignorer le fait qu'ils ont été contredits par l'évolution juridique ultérieure. Par ailleurs, la position de Pactet, d'une candeur telle que l'on ne peut pas ne pas y voir la marque d'un penchant profond, fait bon ménage de la contradiction des normes entre elles. Aussi, dans la même décision, le Conseil constitutionnel a-t-il décelé un nouveau « droit », celui de propriété qui, certes, figurait en toutes lettres à l'article 17 de la Déclaration des droits de l'homme, mais en compagnie d'autres droits, ceux du préambule de la constitution de 1946 repris par celui de la constitution de 1958, à savoir le « droit au travail », à la santé, à la retraite, aux allocations chômage, le droit de grève, la « nation [devant] assure[r] à l'individu et à la famille les conditions nécessaires à leur développement ». De surcroît, l'article 34 du texte de 1958 laisse au législateur le soin d'arrêter les règles concernant les nationalisations, ainsi que les principes fondamentaux du régime de propriété. Il n'était pas évident de trancher dans un sens précis. C'est pourtant ce que le Conseil a fait. En occultant certaines interrogations, en passant rapidement sur d'autres, Pactet met ses plaies morales à nu. Il n'y a pas de hasard dans la pensée.

Au surplus, quand notre vénéré doyen de la faculté de droit indique que la notion d'idéologie démocratique internationale (*i.e.* les droits de l'homme) « devrait » se rapporter aux « croyances d'une communauté nationale »,

on ne sait s'il adopte une posture morale ou scientifique. Pourquoi la nation serait-elle plus scientifique que le monde ? Pactet se garde bien d'éclairer son lecteur sur ce point et pour cause, car il paraît tortueux de ne pas y voir la trace d'une inclination morale.

Au reste, toute science repose sur un noyau d'hypothèses et d'axiomes. Il devient tout à fait possible de concilier positivisme et jusnaturalisme en faisant des droits de l'homme la norme première, l'axiome principal, de la science juridique. Car le problème réside ailleurs ; il est de croire qu'il soit possible d'établir de manière absolument incontestable les bases de la vie en société. Tout raisonnement, aussi rigoureux soit-il, est tributaire de jugements de valeur. Durkheim ne prétendait pas autre chose, qui affirmait : « Il n'y a pas une manière de penser et de juger pour poser des existences et une autre pour estimer des valeurs » [34].

Le positivisme s'apparente de fait à un art de légitimation du fait accompli. Par où les positivistes nient la spécificité du politique, qui tient à cette tension permanente entre légalité et légitimité, les divers acteurs en présence se référant constamment à un idéal de la vie en société. À la légitimité, on substitue la légitimité de la science. On fonde ses penchants en majesté en tentant de les soustraire à la critique.

Pour échapper à ces difficultés, Gilles Lebreton s'est essayé à opposer un « positivisme sociologique » [35] au positivisme juridique. Le droit se doit d'être le « reflet de la conscience collective », telle qu'elle se manifeste à travers votes, manifestations, pétitions et sondages. Ce faisant, il déplace l'écueil plus qu'il ne le contourne. Les sondages relèvent plus de l'artefact social que de l'expression univoque de souhaits et de points de vue. Les votes ne donnent pas toujours, loin s'en faut, des indications précises. Quant aux pétitions et manifestations, à partir de quel seuil sont-elles signifiantes de l'état de l'opinion publique ? Avec ce tour de passe-passe épistémologique, Gilles Lebreton ne fait rien d'autre, là encore, que de « fonder » ses partis pris.

On dira : le voilà bien dur, bien excessif. Avoir la dent dure permet de tirer l'esprit de son sommeil dogmatique. Naturellement, l'autorité de la pensée tend à être confisquée par l'autorité du penseur : la réflexion capitule, de manière invisible et insensible, devant l'aura ou le renom de l'auteur. Elle dépose les armes à ses pieds et se laisse guider jusqu'à un certain point. Trop souvent, on n'accorde de crédit à une pensée que par habitude. Le ronronnement de l'idiome sans affect ou du jargon ordinaire des scientifiques tendant à émousser la vigilance, la raison a besoin des émotions pour sortir de sa torpeur. S'exprimer de manière vigoureuse, c'est ménager la possibilité d'un réarmement critique de l'esprit du lecteur. Bien sûr, cela ne suffit pas pour avoir raison, mais ni plus ni moins que d'affecter la neutralité. Durcir le ton, tourner en ridicule, revient à faire Suvre de salubrité publique mais ne dispense aucunement de développer une pensée rigoureuse et honnête.

Une opinion répandue voudrait que l'on bannisse les émotions dans la recherche de la vérité.

L'esprit scientifique, esprit chagrin.

Il s'érige sur un refoulement, le refoulement de l'esprit de finesse issu d'une longue tradition littéraire française. Tout prendre au pied de la lettre est le meilleur moyen de nier ce qui nous dérange. De même, prendre ombrage de l'ironie de l'expression, de sa vigueur, est une stratégie commode pour éviter une remise en question. Ce faisant, on oublie, ou feint d'oublier, que les meilleurs penseurs étaient également souvent les meilleurs stylistes, et que l'expression de leurs idées n'allait pas sans quelque rudesse à l'encontre de leurs adversaires que l'on mettrait aujourd'hui sur le compte de la caricature ou d'un esprit non-scientifique. Qui pourrait encore écrire : « Les théoriciens de l'école classique ressemblent à des géomètres euclidiens qui, se trouvant dans un monde non euclidien et constatant qu'en fait les lignes droites qui semblent parallèles se coupent fréquemment, reprocheraient aux lignes leur manque de rectitude, sans remédier autrement aux malencontreuses intersections qui se produisent » [36] sans se faire taper sur les doigts par la règle scientifique ? On pardonne bien à Keynes quelques écarts de langage (et encore&). Il n'est plus là pour témoigner (et déranger)& Mais à quelqu'un de vivant, voilà qui est insupportable !

René Rémond ou l'impossible neutralité

Tournons-nous vers un historien qui a profondément marqué de son empreinte sa discipline. Je veux parler de René Rémond. Celui-ci se veut le digne représentant d'une « science » historique sans préjugé. Nos incompréhensions dérivent de nos présupposés. Personne ne le manifeste avec plus d'éclat que cette grande figure intellectuelle. À propos des expériences de réduction du temps de travail, la bile prend la couleur de l'encre.

« [L]es économistes [du Front populaire], appliquant une règle de trois, calculent que la diminution d'un sixième de la quantité totale de travail fournie par ceux qui ont un emploi libérera assez de postes de travail pour résorber la masse des chômeurs. [&] Mais les faits décevront ces espoirs. C'est, depuis, un sujet de controverse entre historiens et économistes que la discussion sur les effets de la semaine de 40 heures : Alfred Sauvy la rend responsable de l'échec économique du Front populaire. Son application générale, rigide, sans transition ni adaptation aux situations particulières, aurait empêché la reprise : la production ne pouvant répondre à l'accroissement de la demande, il en résulta une reprise de l'inflation qui annula bientôt l'amélioration du pouvoir d'achat. » [37] Admirable controverse, en effet, qui consiste à ne livrer qu'un point de vue, celui d'Alfred Sauvy ! L'historien se fendra d'une petite phrase supplémentaire sur l'impact de cette inflation sur la compétitivité des entreprises françaises. Il donne pourtant quelques gages d'objectivité, qu'une lecture attentive balaye sans effort : utilisation du conditionnel, indication du fait que les effets de la loi sont controversés. Pure stratégie rhétorique, puisqu'il avait commencé par manifester un subtil dédain (« appliquant une règle de trois »). Et puis, user du conditionnel quand on ne développe aucun contre-argument ou lorsque l'on ne prend pas la peine de nuancer le propos n'atténue que peu sa force. Une demi-vérité livrée au conditionnel se mue en vérité si elle est seule. Elle en devient l'unique point d'accroche au réel. Les développements sur les réformes Mitterrand donnent un aperçu du crédit que l'on peut accorder à ce conditionnel. « L'expérience avait pourtant fait justice de cette illusion en 1936 » [38], écrit-il à propos de la loi sur l'abaissement du temps de travail de 1982.

D'autres sources sont moins affirmatives. « On assiste à une reprise de la croissance en 1936-1937 (hausse de la production industrielle de 16 %) qui entraîne une baisse du chômage. » [39] Les effets de la loi des 40 heures sont contrastés : négatifs pour le charbon ainsi que pour « la métallurgie et la construction mécanique, du fait de l'impossibilité de recruter des salariés suffisamment qualifiés ». Le jugement de Pierre Delfaud est plus positif encore. « [&] c'est à une autre mesure que l'on doit surtout la résorption du chômage : la réduction de la durée du travail à 40 heures. [&] Le nombre de chômeurs est réduit de moitié entre 1935 et 1938 » [40]. Les certitudes non chiffrées de René Rémond valent-elles ces avis ?

Pour beaucoup de républicains de l'époque, le 13 mai 1958 a des relents de 2 décembre 1851. Mais, pour l'historien, tout est tellement clair que le parallèle ne mérite même pas une évocation furtive. De Gaulle n'est pas Napoléon-le-petit. Question de stature, sans doute. Les manœuvres se déroulant dans l'ombre de l'homme-du-18 juin ne troublent pas sa tranquille dévotion. Tout juste évoque-t-il, au détour d'un paragraphe, l'officine implantée en terre algéroise en 1957 par les bons soins de Jacques Chaban-Delmas, non sans préciser que « les gaullistes étaient très peu nombreux et mal vus des activistes » [41]. Sous sa plume, la célèbre harangue du général Salan (« Vive De Gaulle ! ») relève de la conversion miraculeuse. On ne saura rien des raisons qui font que le chef des mutins se rallie à la solution représentée par le Premier Résistant. Le récit se déroule à la manière d'une tragédie en trois actes, avec ses moments de tension et ses rebondissements. En apparaissant sous une figure improbable et hautaine, aux desseins impénétrables, le Général se fait destin. Il n'agit plus, il obéit à la fatalité : « l'urgence commande, et bouscule les scrupules » [42]. Force est de constater que René Rémond biaise par omission. Ce sont aux silences et aux pudeurs que l'on reconnaît les inclinations partisans en histoire. « Se taire, ce n'est pas être muet, c'est refuser de parler, donc parler encore. » [43] Il est pour le moins étrange que le grand historien ne fasse aucune mention du débat sur la légalité de la procédure concédant au solitaire de Colombey les pleins pouvoirs en matière constitutionnelle, pas plus qu'il ne s'attarde sur l'activité de cette antenne d'Alger dont la raison d'être était de préparer le retour du Général. Coup d'Etat ou coup d'éclat : si l'interrogation effleure son esprit, il n'en laisse rien paraître. Rien ne vient perturber le récit édifiant de la geste gaullienne. René Rémond propose moins une histoire qu'un modèle à contempler et à admirer.

Célébrons l'historien des droites françaises. Il est capable d'asséner un jugement magnifique de densité idéologique, autosuffisant dans ses *a priori* : « Certains aimeraient revenir sur l'élection du président de la République au suffrage universel : qui plaide pour une VI^e République rêve d'un retour à la III^e. » [44] Cela se passe presque de tout commentaire. Pareille autarcie de la réflexion de l'historien par rapport aux faits ne peut s'expliquer que par ses penchants conservateurs. On n'est pas hermétique à un combat ou à un mot d'ordre par hasard. Il confère, également, un caractère tordant à cette confession convenue : « j'ai toujours été tenté de prendre le contre-pied des thèses simplificatrices » [45] et jette un éclairage nouveau sur la méthode de travail de quelqu'un qui affirme, dans un souffle héroïque, s'être placé au-dessus de la mêlée des passions partisans : « parmi les motifs qui m'ont inspiré ce choix, il n'y en avait aucun qui ne fût scientifique et ne procédât du simple désir de connaître et de comprendre » [46]. Reprenons. Thèse simplificatrice : la VI^e République est le nom donné par défaut à tout projet de

changement de régime. Elle recoupe des propositions très différentes et ne peut constituer de mot d'ordre qu'en tant qu'il manifeste un rejet des institutions existantes. Un nouveau dessein constitutionnel est condamné à prendre ce nom parce que nous vivons sous le cinquième régime républicain de notre histoire. Dit autrement, le nom n'implique pas de contenu. Tout au plus marque-t-il une même répulsion. Illustration : les plans dessinés par Arnaud Montebourg sont d'inspiration parlementariste ; ceux qui sont de la main de Jack Lang relèvent d'une veine présidentiale. Thèse complexe : la VI^e République, c'est Montebourg, et Montebourg prônait [47] un retour du président de la République à des fonctions essentiellement honorifiques symbolisées par une élection au suffrage indirect. Or ce mode de scrutin était celui de la III^e République, donc la VI^e République n'est que la façade rénovée de sa peu illustre devancière.

Il s'agit de ne pas se cacher. Parmi les motifs qui m'inspirent ma conduite, il n'y a pas que le désir de connaître et de comprendre ; il y a également quelque chose de mon agacement à la lecture de ces lignes, irritation dont les racines plongent dans mon adhésion enthousiaste et raisonnée à l'idée de VI^e République. Cela ne signifie pas pour autant que ce que j'écris ou pense sur ces questions est biaisé, pas plus que cela n'induit de ma part un ralliement à l'un quelconque des projets existants (et encore moins à leurs auteurs) [48]. La notion de vérité en sciences sociales est à la fois plus simple et plus complexe que ce que laisse supposer la vulgate d'inspiration wébérienne. Plus simple : l'idéologie n'aveugle pas nécessairement. Plus compliqué : elle joue néanmoins un rôle d'envergure à chaque étape du processus argumentatif. Si la ligne de fracture qui court entre la science sociale et l'assertion libre et gratuite n'est pas creusée par les valeurs, elle lui doit quelque chose.

Le royaume des valeurs

Cependant, on ne saurait ramener une thèse aux intentions inavouables de son auteur ou un argument à son idéologie sous-jacente. Quoiqu'elle doive à des jugements de valeurs, un concept, une théorie, une analyse pose des questions qui appellent des réponses, qu'on veuille les réfuter ou les encenser, et on ne peut se tenir quitte de leur encombrante présence tant qu'on ne les a pas considérées avec sérieux et rigueur. Aussi, par exemple, les démonstrations visant à discréditer le néolibéralisme au prétexte qu'il résulte d'une stratégie consciente et délibérée d'imposition d'un nouveau sens commun sont-elles insuffisantes. De même, flétrir les aspirations égalitaires au motif qu'elles découlent pour une part du ressentiment ou de l'envie n'est pas une posture scientifique. Pourquoi devrait-on expulser ces deux émotions de l'espace public ? En se prononçant ainsi, on ne fait rien d'autre que dévoiler ses propres options morales. Il faut mettre la main dans le cambouis et fouiller l'intérieur de la machine pour en apercevoir les dysfonctionnements. En détournant la distinction wébérienne, on pourrait affirmer que la science relève non d'une éthique de la conviction mais d'une éthique de responsabilité.

Présenter la morale comme étant un point de vue normatif, indiquant ce qui doit être, là où la science serait descriptive, analysant ce qui est, met des Sillères à l'entendement. Quand des parents transmettent à leurs enfants des valeurs, ils ont l'impression de transmettre plus que des règles ou des fins, une vision du monde vraie. Aucune morale n'enseigne la malhonnêteté et l'injustice, seulement les différentes morales ont de ces deux termes des acceptions divergentes. Toutes mettent en garde contre la tromperie des apparences. En inculquant des valeurs, les parents s'imaginent épargner à leurs enfants pièges et impasses de ce monde ; ils leur fournissent des repères pour comprendre et s'orienter. Une morale est indissociablement normative et descriptive. [49] Elle structure nécessairement toute perception. La science est invitation à dépasser l'évidence de ces perceptions spontanées, à en percer le mystère. Seulement, elles en constituent le point de départ, sinon celui d'arrivée. Nous avons appris à nous comporter en société avant que d'acquérir la faculté de raisonner. L'enfant est d'abord livré à ses parents, donc à la morale, avant de s'élever peu à peu à l'autonomie.

Comme le droit, qui peut en être une expression, la morale consiste en une succession d'obligations (« Tu dois »), d'interdictions (« Tu ne dois pas ») et de permissions (« Tu peux »). À première vue, elle ne concerne que le sujet qui l'a faite. Mais un individu n'est jamais seul, il vit au milieu des autres, ses semblables. Constamment, il se trouve confronté à l'inadéquation des agissements des autres à ses propres valeurs. Ce qui était au départ une règle d'action, pour soi, devient un principe de perception, appliqué aux autres. De là que moraliser, c'est, toujours, reprocher à l'autre de ne pas être soi. Injonction paradoxale, puisque s'il est une chose dont on ne veut absolument pas, c'est que l'autre nous ressemble. Dans tous les mythes et légendes, l'alter ego est celui que l'on tue. Sa

présence seule est insupportable.

En obéissant à des valeurs, on respecte ce que l'on croit vrai. Mais, dans le même temps, moraliser peut être une manière de refus de comprendre. Condamner, c'est se condamner à l'ignorance. Dans le même mouvement, celui qui se récrie s'écrie « Je ne comprends pas » (qu'un tel ait pu se montrer si négligent, qu'un autre ait pu verser des pots de vin et son interlocuteur les accepter, etc.).

Les armes de la mauvaise foi

L'idéal de science « pure » tapie dans l'assignation à la neutralité fournit à la mauvaise foi des munitions inépuisables. La moindre trace de jugements de valeur ou de position politique, vue comme un manquement grave, autorisera à renier ou à jeter aux orties le chercheur imprudent. La logique de l'indignation dispense d'un examen sérieux des arguments en présence. Charge alors, pour l'historien, de démêler le vrai du faux une fois assourdie la clameur des événements. Ce faisant, ne lui délègue-t-on pas un pouvoir exorbitant ? Ce serait à craindre si les premières tentatives d'objectivation auxquelles il se livre ne se heurtaient aux refus des acteurs engagés dans ces événements. L'historien risque alors d'achopper sur l'écueil d'une histoire dépouillée de ses aspérités qui, à force de respecter les personnages, ne respecte plus la vérité. Car enfin, que serait une histoire dénuée de tout jugement ? Est-elle seulement possible ? Le danger n'est-il pas celui, souterrain, de véhiculer en contrebande ses présupposés et les points aveugles de ses analyses ?

Finalement, l'histoire ne serait-elle pas un blanc-seing accordé à la subjectivité ? Ne signerait-elle pas le triomphe pernicieux, sur la pointe des pieds, d'une passion sur d'autres passions éteintes, faute d'adversaire ? Selon cette acception, l'histoire reposerait sur l'occultation de la mémoire. Que René Rémond, et d'autres historiens et constitutionnalistes dominants avec lui [50], parlent au mieux d'un coup de force pour qualifier l'accession au pouvoir du Général en 1958, en oubliant de mentionner d'une part que, selon toute vraisemblance, celui-ci était au courant des agissements se tramant dans son dos en sa faveur et ne les a jamais désavoués, d'autre part que l'armée projetait ni plus ni moins que de s'emparer de tous les leviers du pouvoir si ses revendications n'étaient pas satisfaites, laisse pantois.

Quelqu'un comme Jean Lacouture, peu suspect d'être mal disposé envers le grand solitaire de Colombey, rapporte bien des éléments troublants. Proche d'entre les proches et chef d'orchestre de la manœuvre visant à ramener De Gaulle au pouvoir, Jacques Foccart coordonne avec le général Massu le plan « Résurrection », que ce dernier décrit comme la « marche convergente [et] d'éléments aéroportés débarqués au Bourget et à Villacoublay [obtenant] la chute du gouvernement actuel et la mise en place d'un gouvernement de salut public présidé par le général De Gaulle » [51]. Un autre maître d'œuvre de l'opération, le général Jouhaud, sera plus explicite : « les parachutistes devaient occuper l'Hôtel de Ville, la préfecture de police, la tour Eiffel, l'Assemblée nationale, l'ORTF, la présidence du Conseil, etc. » [52] Lacouture rapporte cette scène : « [Guichard] lui en dit assez long, vers le 20 mai, pour que le Général éclate de rire en lui donnant une bourrade dans le dos "Sacré Guichard !" » [53] Le 28 mai, De Gaulle reçoit le chef d'état-major de Salan, « venu s'enquérir des intentions profondes de son hôte. [et] De Gaulle s'informe des moyens aériens et terrestres qui seraient mis en œuvre, et les juge "légers". [et] Le maître de La Boisserie précise qu'il ne veut pas, lui, "apparaître tout de suite" et souhaite n'être appelé, un peu plus tard, que "comme un arbitre" » Et, parlant des chefs du mouvement Algérie française, il observe : "Eux parlent. Moi, j'agirai" » Et il résume ainsi son état d'esprit : "Il faut sauver la baraque" Conclusion du visiteur : "Salan a le feu vert" » Par ailleurs, le 29 mai 1958, 6 avions militaires décollèrent d'Alger en direction du sud-ouest de la métropole, avant d'être rappelés, car René Coty venait de proposer la présidence du Conseil « au plus illustre des Français ». Ces éléments troublants sont purement et simplement laissés de côté par l'histoire officielle et l'écrasante majorité des ouvrages disponibles aujourd'hui en librairie n'en fait pas mention. Sous d'autres latitudes, les événements de mai 1958 auraient été appelés « coup d'Etat ». Dans notre belle nation, mère de toutes les révolutions, vous n'y pensez pas, et puis le Général est un tel héros & Comment ne pas donner raison à Simone Weil, qui voyait dans l'histoire « une compilation des dépositions faites par les assassins relativement à leurs victimes et à eux-mêmes » ? En se basant sur un état, par définition précaire, des savoirs étrangers à la discipline et en resituant insuffisamment les débats d'époque, sans omettre un argument, elle se construit sur l'oubli. Paradoxe tranchant, et inquiétant, puisque son rôle est précisément de maintenir en vie une mémoire.

Une autre astuce consiste à se retrancher derrière le caractère ardu d'un sujet. Prétendre que le sujet est complexe et le débat ouvert, et au nom de ça, rejeter les analyses qui prennent position, c'est endosser la tunique de Pilate. La sociologie n'est pas toujours exempte d'un certain fétichisme de l'enquête ou du travail de terrain. Hors de l'interrogation méthodique de quelques dizaines d'individus, point de salut scientifique. On peut ainsi « renouveler » l'approche des goûts en recueillant les paroles d'une centaine d'individus, à la manière de Bernard Lahire [54]. Alors même qu'un échantillon n'a de chances appréciables d'être représentatif que s'il comporte plus de 1 000 individus choisis absolument au hasard. Semblable naïveté épistémologique ne peut qu'être rejetée. Lahire donne parfois l'impression de réinventer la poudre et de s'en attribuer le mérite. La scientificité d'un raisonnement sociologique ne dépend pas principalement de la réalisation, ou non, d'un travail de terrain. Non pas que celui-ci ne puisse être utile, en indiquant des pistes ou en précisant certaines intuitions, mais il ne prouve rien en lui-même, sauf à constituer un échantillon représentatif et à ne pas verser dans les travers des sondages. [55] Au surplus, Lahire lui-même le reconnaît : sa « démarche scientifique [&] a ainsi consisté à systématiser les premiers éléments d'analyse tirés de [six] portraits sociologiques » [56]. L'important est ainsi l'intuition et le sens de l'observation, des qualités toutes littéraires !

L'économie néoclassique, une science autiste

Un fait ne laisse pas d'intriguer qui examine d'un peu près les théories économiques dominantes, celles de l'école néoclassique : qu'elles puissent mériter le nom de science. Elles reposent tout entier sur les modèles d'équilibre général walrasiens [57], qu'ils fassent ou non appel à l'action providentielle d'un commissaire-priseur. La principale conclusion de ces sophistications mathématiques est que l'on ne peut tirer de conclusion ! Le théorème de Sonnenschein-Mantel-Debreu, prolongé par Kirman et Koch, prouve que les fonctions de demande nette dans une économie de marché peuvent prendre n'importe quelle forme. [58] Autrement dit, la fameuse « loi » de l'offre et de la demande est invalidée, même à l'intérieur du cadre mathématique irréaliste à l'extrême censé la rendre possible. Et quand les théoriciens s'essayent à injecter un peu plus de réel dans leurs modèles, ils le font au prix de nouvelles hypothèses (contrainte d'encaisse préalable, générations imbriquées d'agents, agents représentatifs, seuls dans la société comme Robinson sur son île, etc.) qui l'éloignent toujours plus d'une description plausible de la société. Développer une critique détaillée et fouillée du paradigme néoclassique n'est pas l'objet de cet article. On peut toutefois relever sans mal les hypothèses restrictives qu'il emboîte les unes aux autres : neutralité de la monnaie, possibilité de déterminer l'accroissement de recettes dû à l'action de chaque facteur de production (sa « productivité marginale »), rendements décroissants de ces facteurs quoique les récents développements sur la croissance endogène viennent un peu complexifier les choses, absence de contrainte pesant sur les débouchés (loi de Say implicite) & Mais ce n'est pas tout. Les réfutations orthodoxes postulent, toutes, ce qu'il faudrait démontrer, à savoir l'optimalité d'un système de marchés libres. [59] Elles sont parfaitement redondantes avec le modèle d'équilibre général : à un moment ou à un autre, elles se fondent sur lui pour miner les réflexions hétérodoxes. Elles martèlent leurs conclusions plus qu'elles ne convainquent. La théorie quantitative de la monnaie repose sur une dichotomie entre sphère réelle et sphère monétaire. En supposant T constant ou exogène, on fait nécessairement l'hypothèse que l'économie de marché parvient d'elle-même au plein-emploi. Aussi l'indigente « théorie » des anticipations rationnelles peut-elle triompher sans gants de ses adversaires, le modèle sous-jacent que les agents sont amenés à découvrir étant celui de l'équilibre général ! De même, l'effet d'éviction ne se comprend que si l'économie est en plein-emploi ; par construction, les sommes investies par le public évincent alors celles qui proviennent du privé. L'équivalence de Ricardo-Barro n'entraîne une annulation des effets d'une relance budgétaire par une élévation parallèle de l'épargne des ménages en vue de faire face à la hausse future des prélèvements publics que si l'on croit en l'inefficacité de l'intervention étatique. Ce qu'il s'agit justement de prouver ! Dans toute la demeure néoclassique bruissent les murmures du conditionnel ; las, ses occupants sont sourds. Ils n'entendent que leurs voix intérieures, qui leur soufflent leurs certitudes à l'indicatif et à l'impératif.

Bien sûr, la plupart sont tout à fait conscients des écarts entre la théorie et la pratique, mais ils tiennent la seconde pour inférieure à la première. On concèdera, du bout des lèvres, que les politiques publiques ont leur efficacité. A partir du modèle pur de la théorie se déploient des ramifications de plus en plus étendues vers le réel. Mais, au lieu

de changer de cadre d'analyses, on préfère le conserver et considérer la réalité comme imparfaite. Aujourd'hui, le principal point d'achoppement des débats entre néoclassiques est formé par la vitesse d'ajustement des marchés. Ce n'est donc pas la croyance en leur autorégulation, pourtant maintes fois désavouée par les faits, qui est matière à controverses mais celle de la rapidité avec laquelle le libre jeu des forces du marché rétablit les équilibres rompus. On peut légitimement se demander, avec Giorgio Israël : « d'où vient cet attachement acharné à un noyau paradigmatique dont la résistance semble défier les siècles ? Certainement pas des caractéristiques de l'économie réelle, qui ne s'accordent en rien avec l'image de l'équilibre. Pas plus des mathématiques, qui n'ont jusqu'ici apporté aucune confirmation de ces belles et régulières propriétés de l'équilibre que l'on souhaite démontrer depuis presque deux siècles. Cet attachement est de nature purement idéologique. C'est le reflet d'une image des rapports économiques posée *a priori*. La notion d'équilibre économique ne découle pas d'une analyse de la réalité. Il s'agit tout simplement d'une *image*, ou plus exactement d'une *métaphore*, du système des rapports économiques tel que l'on pense qu'il est ou devrait être. » [60]

Ceteris paribus, la porte ouverte à tous les jugements de valeur

On mesure mieux la nature idéologique du discours dominant sur l'économie quand on examine les théories du marché du travail. Prenant acte des impasses des modèles d'équilibre général, celles-ci se coupent volontairement des interactions pouvant exister entre tous les marchés. Elles ont pour cadre l'équilibre partiel. Le raisonnement est des plus frustes. Ce qui détermine le comportement des entrepreneurs est uniquement le taux de salaires ; plus il est élevé, plus il est coûteux d'embaucher de nouveaux employés. À la rigueur, la « démonstration » pourrait très bien se passer de toute analyse des attitudes des chômeurs. Elle est contenue dans le postulat : moins le travail est cher, plus les patrons sont incités à recruter. D'où la conclusion en forme de rengaine des néoclassiques voyant dans la générosité salariale l'origine du chômage. Pareille prodigalité peut être le fait des pouvoirs publics (via le SMIC ou les charges sociales) ou des syndicats s'obstinant, par leur action, à élever ou maintenir les rémunérations à un niveau déraisonnable. D'autres « imperfections » du marché du travail jouent également : la latitude d'effort du salarié (théorie du salaire d'efficience), son égoïsme (insider-outsider), sa frilosité (contrats implicites). [61] Le raisonnement semble validé par l'intuition. Toutes choses égales par ailleurs, en effet, plus le travail coûte cher, moins il rapporte à l'entrepreneur. Seulement, les phénomènes ne prennent jamais place toutes choses égales par ailleurs. Le raisonnement *ceteris paribus* tend le piège des penchants idéologiques. Il leur offre l'occasion rêvée d'avancer drapés dans la dignité scientifique. À réfléchir à la manière des néoclassiques, on ne comprendrait rien au fordisme, car le salaire, principale composante de la demande, contribue fortement à assurer les débouchés de la production. À trop le comprimer, le niveau des ventes en pâtit.

Pour la « science » néoclassique, la cause est entendue : les demandeurs d'emploi arbitrent entre travail et loisir. Si un chômeur refuse un poste, c'est qu'il préfère les délices de l'oisiveté le ventre vide. Hélas, ce n'est pas de la caricature. Même dans les rapports officiels, l'antienne est entonnée sur le ton de l'évidence. La commission Attali n'écrivait-elle pas qu'il est nécessaire de « simplifier l'arbitrage entre le revenu et le loisir » [62] ? De toutes les façons, une plongée même brève dans l'œuvre des théoriciens les plus en vue fait justice de la prétention des économistes dominants à la neutralité. Prenons le cas de Frederic Mishkin, un nobélisable en puissance. Dans son manuel de référence sur la monnaie et les marchés financiers, les salariés sont tantôt assimilés à des terroristes [63], tantôt à des enfants gâtés. On peut y lire cette perle de neutralité axiologique : « Quiconque ayant déjà eu à s'occuper d'un enfant en bas âge n'ignore pas que plus on lui donne [&] plus il en réclame » ! [64] Vous ne lisez pas un tract du MEDEF, mais bien un traité scientifique. Et il ne s'agit pas de l'égarement d'un esprit isolé : tous les analystes de ce courant reprennent, peu ou prou, plus ou moins ouvertement, ce genre d'élucubrations.

Des enjeux à la croisée de la science et de la politique

On ne saurait appréhender les raisons de la survivance quasi-miraculeuse du paradigme néoclassique à considérer la science comme quête de l'adéquation d'une théorie au réel. Si le monde de la recherche était conforme à l'image qu'il tend à vouloir donner de lui, l'orthodoxie libérale devrait être rangée au rayon des bizarreries de la science, voire des excès du scientisme, au même titre que la physiognomonie. Elle devrait provoquer l'amusement et n'occuper que les historiens de la pensée. Seulement, rien, pas même les démentis les plus cinglants du réel, ne semblent pouvoir la déloger de sa position hégémonique. Je vois deux raisons à ce phénomène. 1) Le fait que « la définition de l'enjeu de la lutte scientifique [fasse] partie des enjeux de la lutte scientifique. Les dominants sont ceux qui parviennent à imposer la définition de la science selon laquelle la réalisation la plus accomplie de la science consiste à avoir, être et faire ce qu'ils ont, sont ou font. » [65] 2) La doxa libérale, et les préconisations qu'elle sous-tend, conforte les possédants dans leur domination, via l'éloge de l'épargne et de la dérégulation et la mise à bas de l'Etat providence.

Invoquer la neutralité axiologique permet d'éprouver le délicieux frisson de la contrebande. Tout en affectant la plus grande rigueur, on peut faire passer en douce ses inclinations partisans. Continuer d'accréditer la fiction de la neutralité axiologique ne peut que renforcer l'illusion de réalité des théories néoclassiques. Dans la lutte qui les oppose aux hétérodoxes et aux hérétiques, les orthodoxes se servent de cette fiction comme d'une arme à assommer la contestation. Elle procure des profits symboliques sans commune mesure avec ses coûts. Pour nourrir une vision et des attentes plus ajustées aux réalités scientifiques, il convient de se dépouiller de toute prétention à la neutralité. Seule compte la rigueur des raisonnements ; l'objectivité n'est qu'un mirage.

La science n'évite pas toujours ce travers ; peut-être même s'y précipite-t-elle de plus en plus : l'accumulation de citations et de références fait démonstration. La vérité s'établit moins qu'elle ne se pèse aux notes de bas de page et à la bibliographie. Ils sont le ticket d'entrée dans le champ. Peu importe ce que vous avez à dire ; si vous ne le faites pas dans les formes de la science, vos chances d'être entendus sont bien minces. Pour avoir le droit à la parole, il faut payer.

Être scientifique, c'est s'arroger, dans un domaine, le monopole de la parole publique légitime. Il existe des droits d'entrée dans un champ, plus ou moins élevés en fonction du degré d'autonomie de ce dernier. En faire partie, en être, revient à refuser aux autres le droit à s'exprimer. Il en résulte un effet de coupure qui porte en lui des germes délétères. Un interlocuteur pourra être disqualifié non en raison de ses arguments mais du fait de sa non-appartenance au champ. Toute parole profane dispense l'initié d'un examen sérieux.

D'où l'opprobre qui frappe le scientifique égaré sur les sentiers de la vulgarisation. Sans doute serait-il plus judicieux de parler d'ambivalence. Ce que l'on ne pardonne pas au vulgarisateur, c'est de parcourir l'ensemble du chemin qui mène à la (même) destination sans emprunter, comme les autres, l'itinéraire balisé qui a pour nom science. Bien sûr, il arrive qu'il soit piètre connaisseur de son domaine « d'expertise ». Aux raccourcis de la science, il peut substituer ceux de l'ignorance ou des jugements de valeur, c'est tout un. Reste que son rôle est essentiel, qui est de mettre en lumière les raccourcis fréquentés afin que, lui ou d'autres, puissent en imaginer d'autres plus efficaces.

Au piège de l'entreglose

Les chercheurs peuvent à bon droit se plaindre. On passe plus de temps à rectifier les erreurs des autres qu'à déboucher la vérité.

« Un des obstacles au progrès de la science : [&] la recherche de la distinction à tout prix [&] encourage à forcer artificiellement les différences et empêche ou retarde l'accumulation initiale dans un paradigme commun » [66]. Dans le tout-à-l'ego de la recherche scientifique, (se) poser en s'opposant est une pratique courante. Sans doute un jeune chercheur, sans cesse affronté à la question de sa légitimité, est-il naturellement conduit à en rajouter au chapitre de la démarcation afin de se sentir justifié d'exister. Dire Non aux autres, c'est se dire Oui à soi, vante la psychologie de supermarché. Dire Non aux autres en leur disant Oui à tous reprend en écho le supermarché des idées dans un syncrétisme aussi creux qu'illusoire qui vise avant tout à prendre le dessus sur les maîtres à penser en les renvoyant dos à dos. Bien sûr, ce genre de stratégies n'est pas ouvert à tout le monde ; il arrive que le magasin soit fermé. Fidélité, servilité et complaisance, humilité et honnêteté ont encore cours. Mais il est des stigmates dont on ne se remet pas. Aujourd'hui, l'accusation de marxisme fonctionne comme une marque d'infamie et dispense d'examiner

d'un peu près les analyses de leur auteur. Trop longtemps, les véritables keynésiens, ceux qui se regroupent sous la bannière du post-keynésianisme, ont dû raser les murs. Leur subit regain de faveur durera le temps de la crise. Sitôt la prospérité revenue, on les rangera bien gentiment dans le placard. Se revendiquer de Pierre Bourdieu même peut n'être pas sans danger, comme l'atteste l'accusation récurrente d'être « bourdivin ».

Des valeurs magiques

Une science, humaine ou naturelle, « dure » ou « molle », ne saurait fonctionner sans hypothèses ou intuitions. On n'aborde jamais un travail empirique sans avoir une idée de la direction à prendre. Hypothèses et intuitions sont testées, quitte à être (partiellement) réfutées ou nuancées. Ces hypothèses et ces intuitions sont morales. « Ils furent les penseurs qu'ils furent, non parce qu'il y avait encore une réponse à faire à une vieille question, mais précisément parce qu'ils faisaient des expériences réelles, avaient quelque chose à dire et seulement alors se préoccupaient de ce que leurs prédécesseurs avaient dit : comme n'importe qui, ils avaient besoin d'un langage. » [67] Il n'y a pas de séparation possible entre l'observateur et le monde observé. Les vérités scientifiques sont « des réponses à des questions. Or ces questions dépendent de l'orientation de notre intérêt, de nos points de vue, qui sont eux-mêmes fonctions de nos jugements de valeur. » [68] À commencer par la première d'entre elles : l'intérêt de la vérité, donc de la science. On sait que Nietzsche a fondé sa critique de la tradition philosophique initiée par Socrate sur l'attaque de la présupposition implicite que la vérité est préférable à la non-vérité.

Les valeurs, la morale, fonctionnent à la manière de la pensée magique selon Lévi-Strauss : elles se « distinguent moins de la science par l'ignorance ou le dédain du déterminisme que par une exigence de déterminisme plus impérieuse et plus intransigeante. [69] [Les unes] postulent un déterminisme global et intégral, tandis que l'autre opère en distinguant des niveaux » [69] ; la science se contente de vérités partielles et parcellaires quand la morale réclame la vérité générale et englobante. La morale n'admet pas le même genre de démentis que ceux que l'on peut opposer à une théorie scientifique. « À moins d'être physiciens de profession, ceux d'entre nous qui prennent le tramway ignorent tout des raisons qui le font se mettre en marche. Nous n'avons d'ailleurs pas besoin de le savoir. Il nous suffit de pouvoir "compter" sur le fonctionnement du wagon de tramway. » [70] De même, à moins d'être économistes de formation (et encore), ceux d'entre nous qui travaillent en entreprise ignorent beaucoup de ce qui la fait fonctionner. Nous n'avons d'ailleurs pas besoin de le savoir pour émettre un avis dessus. Il nous suffit de pouvoir « analyser » le fonctionnement de l'économie de marché selon une grille de valeurs exaltant la figure du salarié ou/et celle de l'entrepreneur.

Être scientifique, c'est partager un itinéraire. C'est avoir en commun bornes et repères sur le chemin de la connaissance. De même, moraliser, c'est parcourir un trajet analogue. Les valeurs conduisent à des raccourcis plus sauvages encore. Ses vérités sont plus adaptées à l'immédiateté, là où la science se déploie dans le temps long de la méditation.

Neutralité ou honnêteté ?

On dira : holà, jeune homme, vous allez tout de même un peu loin ! Tout ce que vous parvenez à montrer, c'est que ces auteurs ont dérogé à la neutralité axiologique, vous n'avez rien prouvé contre elle. Finalement, au long de cet article, vous lui rendez hommage ! Sauf que les « scientifiques » dont je m'applique à démonter les ressorts moraux et à dévoiler les biais politiques sont ceux qui exercent une position dominante, sinon hégémonique dans le cas des sectateurs de l'école néoclassique. Si pratiquement l'ensemble d'une communauté tourne les principes dont elle se réclame, il n'est pas interdit de penser que ceux-ci n'ont d'autre fonction que d'étouffer la contestation.

L'impossibilité d'une neutralité axiologique n'est pas un drame ; le progrès des sciences sociales se mesure à la rigueur et à la fécondité des analyses développées en son nom. Je ne me cacherais pas derrière une image flatteuse : oui, je fais de la politique en même temps que je fais de la science, mais les deux démarches se complètent plus

qu'elles ne s'opposent. Mes engagements vont à une gauche qui soit réellement de gauche ; les démissions faciles devant l'air du temps néolibéral me font vomir. Les insuffisances de mes analyses viendront vraisemblablement de mes jugements de valeur.

« Moi-même, j'ai été victime de ce moralisme de la neutralité, de la non-implication du scientifique. Je m'interdisais alors, et à tort, de tirer certaines conséquences évidentes de mon travail d'enquête. [&] Comme si on pouvait parler du monde social sans faire de la politique ! » [71] observait, vers la fin de sa vie, Pierre Bourdieu.

La neutralité axiologique est avant tout une redoutable arme rhétorique. Elle signale tout au plus un idéal de lucidité. On ne saurait s'en servir pour abattre un adversaire, car les jugements de valeur sont tout le temps à l'œuvre.

En sciences sociales, réfléchir n'est pas très différent de ce que le sens commun entend par là, comme le reconnaît à demi-mot Jean-Claude Passeron à l'issue de sa longue exploration embarrassée de l'espace non poppérien du raisonnement, lequel « ne peut sortir complètement de l'espace du raisonnement naturel » [72]. Quand le profane réfléchit mal, ce n'est pas sa méthode qui est en cause, mais le fait qu'il n'a pas porté sa pensée assez loin. Une réflexion pêche toujours par une forme ou une autre de paresse. Certes, des capacités différentes permettent de traverser une étendue plus ou moins grande pendant le même laps de temps. Seulement elles ne préjugent pas de la distance que l'on va parcourir. Les facultés intellectuelles ne sont pas un antidote à l'erreur.

Le message est pour une part déjà reçu avant d'être émis. Rien ne l'indique mieux que nos goûts et dégoûts en matière artistique. Nous encensons l'artiste qui pense comme nous, qui dévoile ce que nous pensions ou ressentions sans être à même, souvent, de l'exprimer. Aimer est une révélation. Ainsi des travaux scientifiques. Ils n'emportent la conviction que pour autant que nous sommes au préalable, pour l'essentiel, convaincus. La pensée authentique, celle capable de démolir ses propres cadres d'analyses, ou à tout le moins de s'en évader, est extraordinairement rare. Elle nécessite parfois de réviser ses valeurs. Une sorte d'honnêteté profonde est la forme la plus accomplie d'intelligence.

La vérité du chercheur est un peu le Dieu de Pascal : « Tu ne me chercheras pas si tu ne m'as déjà trouvé. » [73] De fait, les vérités que nous cherchons font déjà partie de nous, sous la forme d'une vision générale du monde ou d'injonctions morales. Le plus souvent, on demande à la science, consciemment ou non, de venir les confirmer. Cela ne signifie pas que celles-ci ne sont pas susceptibles de varier sous l'effet des expériences ou des découvertes, mais qu'elles ne sauraient trop s'écarter d'un noyau fondamental de préceptes, quitte à les réinterpréter ou à les réaménager.

[1] Jacques Bouveresse, *Peut-on ne pas croire ?*, Agone, 2006, p. 36.

[2] *Ibid.*, p. 21.

[3] *Ibid.*, p.

[4] *La Structure des révolutions scientifiques*, Flammarion, 1999.

[5] *Les Mots et les choses*, Gallimard, 1990.

[6] Dans sa préface à Max Weber, *Le Savant et le politique*, 10/18, 2002.

[7] Voir Max Weber, *Essais sur la théorie de la science*, Plon, 1965.

[8] Max Weber, *La Science, profession & vocation*, suivi de *Leçons wébériennes sur la science & la propagande*, Agone, 2004, p. 191-192.

[9] *Ibid.*

[10] Max Weber, *Le Savant et le politique*, 10/18, 2002, p. 102.

[11] Max Weber, *La Science, profession & vocation*, op. cit., p. 41.

[12] Léo Strauss, *Droit naturel et histoire*, Flammarion, 2000, p. 57.

[13] Raymond Aron préface à Max Weber, op. cit., p. 24.

[14] Jean-Claude Passeron, « Le raisonnement sociologique », *Université de tous les savoirs : l'histoire, la sociologie et l'anthropologie*, Odile Jacob, 2002, p. 23.

[15] Hilary Putnam, *Faits/valeurs : la fin d'un dogme*, Editions de l'éclat, 2004, p. 12.

[16] *Ibid.*, p. 44.

[17] *On lira avec profit*, de cet auteur, *Le Raisonnement sociologique*, Albin Michel, 2001.

[18] *La Mathématisation du réel*, Le Seuil, 1996.

[19] Précisons tout de suite, pour toutes les occurrences à venir de ce terme, et obvier ainsi aux confusions sémantiques habituelles, que je regroupe sous cette appellation tous les courants de pensée 1) proposant une statique comparative d'un équilibre simultané de marchés interdépendants, 2) reposant sur une dichotomie sphère monétaire/sphère réelle, 3) pour lesquels les agents économiques obéissent à une rationalité substantive et 4) dont l'épistémologie est instrumentale, visant à prouver la supériorité du marché libre, la réalité étant ce qui vient brouiller la perfection de la théorie. J'y range donc l'école des nouveaux classiques, les monétaristes, les néo-keynésiens ainsi que les keynésiens de la synthèse, soit la quasi-totalité des chapelles actuelles.

[20] Jean-Claude Passeron, « Le raisonnement sociologique », *op. cit.*, p. 32.

[21] Voir, également, Pierre Bourdieu, *Les Méditations pascaliennes*, Le Seuil, 1997.

[22] Pierre Bourdieu, *Science de la science et réflexivité, Raisons d'agir*, 2000, p. 73.

[23] *Ibid.*, p. 45.

[24] Voir Marc Lavoie, *L'Economie post-keynésienne*, La Découverte, 2004 et *Foundations of Post-Keynesian Analysis*, Edward Elgar, 1992.

[25] John Maynard Keynes, *La Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Payot, 1971, p. 133.

[26] Il ne s'agit pas, par là, de prétendre que l'action est uniquement le produit de fins posées explicitement. Il s'agit simplement d'examiner ce que toute démarche scientifique doit à la morale, sans l'y réduire aucunement.

[27] Pierre Pactet, *Institutions politiques, droit constitutionnel*, Armand Colin, 1998, p. 32 & 71.

[28] *Ibid.*, p. 33.

[29] *Ibid.*, p. 72.

[30] Pour peu, bien entendu, que la société qu'il analyse est démocratique.

[31] Voir sa position du 6 novembre 1962, jamais infléchie depuis. On consultera aussi la doctrine, par exemple la 105^e livraison de la revue *Pouvoirs* portant sur « Le Conseil constitutionnel » (Le Seuil, 2003).

[32] Souligné par moi. *Ibid.*, p. 72.

[33] *Ibid.*, p. 485.

[34] Cité in Alain Caillé, « Jugements de fait et jugements de valeur chez E. Durkheim et M. Weber », in Hubert Brochier et al. (sous la dir. de), *L'économie normative*, Economica, 1997.

[35] Voir *Libertés publiques et droits de l'homme*, Armand Colin, 2001.

[36] John Maynard Keynes, *op. cit.*, p. 45.

[37] René Rémond, *Notre siècle*, Librairie générale française, 1997, p. 180.

[38] René Rémond, *op. cit.*, p. 762.

[39] *L'Evolution économique du monde depuis 1880*, Armand Colin, 1998, p. 87.

[40] Pierre Delfaud, *Keynes et le keynésianisme*, PUF, 1997, p. 72.

[41] René Rémond, *op. cit.*, p. 466.

[42] *Ibid.*, p. 470.

[43] Jean-Paul Sartre, *Situations II*, Gallimard, 1999.

[44] René Rémond, *Les Droites aujourd'hui*, Louis Audibert, 2005, p. 51-52.

[45] Ibid., p. 12.

[46] Ibid., p. 11.

[47] Au moment de la publication de l'ouvrage de René Rémond, du moins tel qu'on pouvait en juger d'après son seul livre paru sur la question : La Machine à trahir, Denoël, 2002.

[48] J'ai exposé mes propres convictions dans mon ouvrage Si Jean-Marie, Editions Prométhée, 2006, ainsi que dans un article de la revue Politéia en 2007 : « Grand-peur et misère de la Ve République ». Les rescapés de cette lecture sauront combien je me tiens loin des positions de Montebourg, Lang et Duhamel.

[49] Elle partage avec l'habitus cette caractéristique d'être à la fois principe de vision et d'action. Sans doute peut-on affirmer que la morale, telle qu'elle est entendue ici, est très proche de la notion d'habitus.

[50] Voir Jean-Marie Chevallier, Guy Carcassonne & Olivier Duhamel, La Ve République, Armand Colin, 2002, et Marc Sadoun & Jean-Marie Donegani, La Ve République, naissance et mort, Gallimard, 1999.

[51] Jean Lacouture, Mitterrand, une histoire de français, I, Le Seuil, 1998, p. 204.

[52] Ibid., p. 204.

[53] Ibid., p. 205.

[54] Voir La Culture des individus, La Découverte, 2004. On lira avec intérêt la critique qu'en fait Philippe Coulangeon pour la revue Mouvements, 37, 2005.

[55] Voir le débat éclairant entre Emmanuel Rivière & Nicolas Hubé, Faut-il croire les sondages ?, Editions Prométhée, 2008.

[56] Bernard Lahire, op. cit., p. 15.

[57] Je me permets de renvoyer à mon ouvrage, Le Marché introuvable, Syllepse, 2009.

[58] Voir Bernard Guerrien, La Théorie néoclassique, Economica, 1989, Concurrence, flexibilité, stabilité, Economica, 1989, L'Économie néoclassique, La Découverte, 1996.

[59] Le Marché introuvable, op. cit.

[60] Giorgio Israël, La Mathématisation du réel, Le Seuil, 1996, p. 320.

[61] L'ouvrage de Laurent Cordonnier, Pas de pitié pour les gueux, Raisons d'agir, 2000, est une bonne vulgarisation de ces « théories » économiques.

[62] 300 propositions pour changer la France, 2008, p. 116.

[63] Frederic Mishkin, Monnaie, banque et marchés financiers, Pearson education, 2007, p. 851.

[64] Ibid., p. 851.

[65] Pierre Bourdieu, Science de la science et réflexivité, op. cit., p. 126.

[66] Ibid., p. 23.

[67] Paul Nizan, Les Chiens de garde, Agone, 1998, p. 40.

[68] Léo Strauss, op. cit., p. 47.

[69] Lévi-Strauss, La Pensée sauvage, Plon, 1962, p. 23.

[70] Max Weber, La Science, profession et vocation, Agone, 2005, p. 27.

[71] Le Travail sociologique de Pierre Bourdieu, op. cit., p. 15.

[72] Jean-Claude Passeron, Le Raisonnement sociologique, op. cit., p. 599.

[73] Blaise Pascal, Pensées, fragment 553, éditions Léon Brunschvicg.